

Des agents du Centre hospitalier universitaire Yalgado-Ouédraogo (CHU-YO), présumés auteurs de détournement de produits pharmaceutiques ont été interpellés et actuellement gardés à vue au service régional de la police judiciaire de Ouagadougou, sis au quartier Wemtenga. Parmi les présumés auteurs, figurent le frère de la directrice générale et un attaché de santé.

Encore une autre histoire rocambolesque au Centre hospitalier universitaire Yalgado-Ouédraogo (CHU-YO) de Ouagadougou. La police y mène en ce moment, une enquête en vue de démanteler un "puissant réseau" de détournement de produits pharmaceutiques, initialement destinés à cet établissement sanitaire. Déjà cinq (5) personnes dont le frère cadet de la directrice générale du CHU-YO, Christine Naré/Ouédraogo, sont actuellement gardées à vue dans les locaux du commissariat du service régional de la police judiciaire de Ouagadougou, sis au quartier Wemtenga au secteur n°29. De l'avis du chef-adjoint de ce commissariat, Ismaël Bélemviré, l'enquête a débuté, il y a deux (2) semaines (Ndlr : nous l'avons rencontré dans la soirée du vendredi 11 juillet 2008). Selon le commissaire Bélemviré, tout serait parti de la directrice générale (DG) de l'hôpital, qui aurait pris un garçon de salle en possession d'un nombre assez important de produits pharmaceutiques. "Et comme la directrice générale ne savait pas la provenance des produits, ni comment l'agent a fait pour s'en procurer, elle l'a maintenue et nous a fait appel pour mener des investigations", a expliqué le commissaire. C'est alors que le garçon de salle aurait déclaré à la police que son père devait subir une intervention chirurgicale. Une ordonnance lui aurait été prescrite. Pour avoir les produits pharmaceutiques, le soit-disant "fils de malade" aurait approché un magasinier et un brancardier, tous travaillant à l'hôpital.

"Dans la poursuite de l'enquête, nous avons naturellement interpellé les deux personnes citées par le garçon de salle, à savoir le magasinier et le brancardier. Ils ont tous reconnu les faits", a souligné M. Bélemviré, avant d'ajouter que le brancardier se trouve être le frère de la DG, Mme Christine Naré.

Le véhicule de la directrice générale utilisé Sur les indications du frère de la directrice générale, les policiers ont interpellé une quatrième personne qui serait un attaché de santé travaillant au CHU-YO, lui aussi. Celui-ci (l'attaché de santé) aurait confié à la police avoir utilisé le véhicule de la directrice générale pour faire sortir les médicaments de l'hôpital.

Une perquisition du domicile de l'attaché de santé a permis de découvrir un lot très important de produits pharmaceutiques. A entendre le chef-adjoint du service régional de police, les produits

ne peuvent être contenus dans une seule chambre. "Si on veut bien voir, c'est lui le receleur. Nous avons été obligé de le garder à vue. Nous avons également saisi les médicaments et le véhicule, une fourgonnette qui appartiendrait à la DG", a avancé le commissaire Ismaël Bélemviré. Et de poursuivre : "Nous sommes en train de faire des enquêtes pour savoir comment le véhicule a pu être utilisé pour faire sortir les produits de l'hôpital. Etait-ce à l'insu de la DG ? Nos enquêtes nous le démontreront et permettront d'éclairer la situation".

A notre arrivée au commissariat où les quatre (4) personnes sont en garde à vue, une cinquième personne venait d'augmenter le chiffre des interpellés. Il s'agit, selon Ismaël Bélemviré, de quelqu'un qui travaillerait pour le compte d'une association musulmane. Ce monsieur gonflerait le nombre des médicaments que son association reçoit et par la suite, offrirait le surplus à l'attaché de santé.

En ce qui concerne les identités des différentes personnes interpellées, la police s'est abstenu de donner les noms. A l'hôpital où nous sommes allés après le commissariat, la directrice générale nous a reçus. Mme Naré, visiblement émue par les événements, semblait garder son sang froid. Elle a reconnu que parmi les deux premières personnes interpellées suite à l'arrestation du garçon de salle, figure son frère. Quant à l'interpellation des deux (2) autres personnes, l'attaché de santé et le membre de l'association, Christine Naré dit ne pas être au courant, puisque les convocations ne sont pas passées par elle.

Pour le cas précis de son frère la DG a dit ceci : "En matière de voleur, il n'y a pas de famille. Ce n'est pas parce que c'est mon frère, qu'il ne sera pas logé à la même enseigne que les autres, s'il est coupable ou complice".

La DG a relevé que chaque année, la pharmacie du CHU-YO reçoit des médicaments d'une valeur financière supérieure à un (1) milliard de F CFA. Toute chose qui susciterait des comportements "moins catholiques" de la part de certains agents mal intentionnés. Pour Christine Naré, la situation de la pharmacie n'est pas le seul problème à l'hôpital. En rappel, en fin janvier 2008, des agents de cette structure sanitaire dont le directeur des ressources humaines ont été interpellés et même déférés à la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou (MACO), pour une histoire d'escroquerie.

Sidgomdé

Sidwaya

### **L'escroquerie, un véritable mal des hôpitaux burkinabè**

Ainsi donc, la morale agonise ou même, a vraiment trépassé au "Pays des hommes intègres", comme l'a soutenu quelqu'un. Sinon, comment comprendre que des individus veuillent s'enrichir sur le dos des autres, de surcroît des malades. La situation du Centre hospitalier universitaire Yalgado-Ouédraogo (CHU-YO) est une illustration de l'état inquiétant de la santé de la société burkinabè.

Et dire que cela n'est que certainement la partie visible de l'iceberg. Combien d'accompagnants de malades à l'hôpital ont vu leurs patients succomber suite à des comportements humainement inqualifiables de certains agents des centres hospitaliers ? Il est avéré que la vie d'un malade, même dans un état critique, au lieu de susciter la compassion de certains agents du CHU-YO, aiguise plutôt leur appétit de profiter de la souffrance de l'autre. Le comble est que même les personnels soignants (médecin, infirmier, attaché de santé...) qui ont prêté le serment d'Hippocrate, s'adonnent honteusement et de plus en plus à ces pratiques. Heureusement qu'il en existe encore d'autres qui refusent cette bassesse qui dévalorise le corps médical.

Au titre des circonstances favorisant l'escroquerie dans les hôpitaux, il faut citer la responsabilité des populations elles-mêmes. Celles-ci, ont recours souvent à des raccourcis pour se procurer des médicaments devant servir à soigner leurs malades. Il est temps d'attirer l'attention de tous. Les autorités doivent prendre leurs responsabilités en condamnant sévèrement les déviations avérées. Quant aux populations, elles doivent éviter des attitudes tendant à encourager la vente illicite des médicaments. Mieux, elles doivent dénoncer les cas de propositions de vente de médicaments suspects.

C'est en cela que l'on pourra, à défaut d'éradiquer, atténuer au moins les détournements de médicaments destinés aux pharmacies des hôpitaux.

Sidgomdé

Sidwaya